Le Réveil du Midi - semaine du 3 au 9 juin 2016 (extrait)

Visite du député Fabrice Verdier aux Plans et à Servas

Député du Gard, Fabrice Verdier faisait ce lundi 30 mai le tour des communes de sa circonscription pour y tenir ses permanences parlementaires, ce qui lui a permis de rencontrer des élus et des habitants. L'occasion pour ces derniers de l'informer des actions locales et de lui faire part de leurs préoccupations.

A Servas, Fabrice Verdier a tenu sa première permanence dans la nouvelle mairie, inaugurée fin février. Le maire et des agriculteurs de la commune ont discuté avec lui, abordant notamment les difficultés que rencontrent les jeunes agriculteurs pour s'installer.

Problème local, et problème national

Trop peu de nouveaux agriculteurs parviennent à assurer la relève. L'agriculture est un métier difficile. Comme pour l'enseignement ou l'armée, il s'agit d'ailleurs plus d'une vocation que d'un choix opportuniste. Et comme ces deux autres métiers, l'agriculture est quelque chose dont la France ne peut se passer, qu'il s'agisse, d'un point de vue utilitariste, de l'autonomie alimentaire, ou simplement de la préservation de ses paysages et de son mode de vie. Imagine-t-on la Provence sans ses champs de lavande, le Languedoc sans ses vignes ? Qui voudrait traverser la France sans profiter de ces champs de colza en fleur, parsemés de coquelicots, ou de ces vaches de toutes sortes que l'on voit par la fenêtre des trains ?

Seulement, l'agriculture nécessite de lourds investissements : l'achat de terres, de matériel agricole – tracteurs et remorques – de lieux de stockage, etc. Des investissements qu'un jeune peut avoir des difficultés à assurer. Et puis, étant donné la situation difficile de ce secteur, les banques sont souvent réticentes à avancer les fonds qui permettraient de débuter une exploitation.

En clair, l'agriculture a besoin du soutien des pouvoirs publics pour perdurer. Ancien maire d'une commune rurale, Fabrice Verdier connaît bien ces problématiques, et confirme la nécessité d'aider les jeunes agriculteurs.

Il s'est ensuite rendu aux Plans, où le maire et plusieurs habitants l'ont accueilli. Il a alors pu constater l'avancement des travaux qu'entreprend la commune pour la construction d'un monument aux morts. Destiné à honoré les Esplanins morts pour la France, ce monument a pu être construit grâce à la participation du député, qui a donné 6 000 € de son enveloppe parlementaire pour cette cause. Le ministère des anciens combattants a également contribué à hauteur de 1 600 €, et l'association du Souvenir Français a participé pour 1 000 €. Il n'est jamais trop tard pour honorer ceux qui se sont battus pour la patrie, et qui ont permis, par leur dévouement, à ce que les valeurs de la France perdurent. En ces temps troublés, tout comme en période de paix, il est important de se souvenir et d'avoir à l'esprit le sacrifice de ceux qui nous ont précédés sur ces terres.

Le monument sera inauguré samedi 25 juin à 10h30.

Le député à la rencontre des habitants

Les rencontres entre les habitants et leur député ont été très cordiales. Les électeurs apprécient de rencontrer leur élu et de pouvoir lui dire ce qu'ils ont sur le cœur. Ils apprécient surtout d'être écoutés, et que cette écoute se traduise ensuite dans les actes.

Il est cependant dommage que ce soit une chose que l'on rencontre seulement au niveau local. Il est tragique de constater qu'au niveau national le gouvernement est sourd à ce que lui dit le peuple, et aveugle devant la colère qu'il exprime à son encontre. En effet, dés les premiers débats sur la *«loi travail»* le peuple a exprimé son désaccord. Cela a commencé par une pétition *«Loi travail : non, merci!»*, qui compte désormais 1,3 millions de signataires, c'est-à-dire la plus importante pétition actuellement en France. Puis il y a eu des grèves, des manifestations, mais toujours aucune inflexion de la part du gouvernement, sauf des rognures çà et là dans le texte, sans changer sa perspective. Puis il y a eu *Nuit Debout*, où des jeunes gens de gauche – qui avaient probablement voté François Hollande en 2012 – juraient publiquement de ne *« plus jamais voter pour le PS »*. Toujours rien du côté du pouvoir... ou alors un certain recul démocratique avec l'usage de l'article 49.3. Puis des blocages de raffineries, des pénuries d'essence, des manifestations toujours plus violentes, où des casseurs profitent des consignes de retenue donnés aux policiers pour se défouler, pour incendier des voitures de police. Mais toujours aucune reculade.

Les opposants à la loi devraient peut-être suivre le conseil d'Emmanuel Macron – celui qu'on nous vend comme un futur président en puissance – et mettre un costard, pour qu'enfin on les prenne en considération. Le gouvernement, d'ailleurs, à l'instar de Macron, ne daigne écouter que ceux qui mettent des beaux costards très chers : les technocrates de la Commission européenne qui ordonnent à l'Etat de tailler dans les services publics, ou encore les patrons du MEDEF qui demandent sempiternellement des baisses de charge.

Il y a, dans le débat actuel, une expression inventée par Lénine qui fait son grand retour, que même Renaud emploie à propos de François Hollande : social-traître.